

Monsieur le Président, chers collègues, mesdames, messieurs. Le monde, et plus particulièrement l'Europe, vit à l'heure actuelle une période de bouleversements historiques. Les peuples se sont levés pour revendiquer leurs droits de façon globale. La liberté par le désarmement et le passage de la confrontation des blocs à un système de coopération, les libertés démocratiques qui permettent la liberté politique et sociale, l'affirmation politique et sociale, les efforts égaux afin de garantir un développement sain, politique, économique et social dans lequel le plus fort aide le plus faible.

Les défis nationaux recourent maintenant les défis internationaux. Il est nécessaire de donner de nouvelles garanties de sécurité. Les états européens, y compris les Etats-Unis et le Canada, se trouvent dans la situation heureuse, grâce à l'acte final d'Helsinki, et le processus qui s'est élaboré sur cette base depuis quelque 15 années déjà, d'être maintenant des indicateurs fiables pour l'avenir. Il faut donc à ce propos peser bien chaque mesure afin de pouvoir garantir à tout moment cette stabilité nécessaire.

A l'heure actuelle, ce sont les blocs et les alliances militaires qui y contribuent dans une large mesure. A l'avenir, et c'est ce que nous souhaitons, il serait pour tous un avantage que nous parvenions à une stabilité productive et nouvelle par l'entremise de structures coopératives transcendant les alliances.

Il est peut-être possible d'éliminer la guerre et le risque de guerre de l'avis des peuples. Les états de la CSCE peuvent donner au monde un exemple dans ce sens et des Etats-Unis et de l'URSS dont les relations les uns avec les autres sont sans aucun doute décisives pour un monde de paix, nous attendons qu'ils poursuivent le processus dans le bon sens.

Une communauté responsable, stable et sûre en Europe est dans l'intérêt élémentaire des deux états allemands. Une croissance commune dans l'exercice du droit d'auto-détermination des Allemands, en collaboration avec les quatre puissances et en tenant compte des intérêts de tous les états européens, doit s'intégrer dans ce processus.

La proposition du Premier Ministre Hans Modrov dans le sens d'une voie commune future des Allemands est une offre tout à fait fondée, une proposition fondée. Cela va d'ailleurs dans le sens d'un équilibre raisonnable des intérêts et de la garantie d'un équilibre des forces garantissant la paix et cela se fonde également sur les tendances visant à donner aux alliances encore existantes un caractère principalement politique jusqu'à leur dissolution.